



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative
à la mise à jour du zonage d'assainissement collectif des eaux
usées et à l'élaboration du zonage des eaux pluviales de la
commune de Lullin (74)**

Décisions n°2021-ARA-KKPP-2461 et 2021-
ARA-KKPP-2462

Décision du 26 janvier 2022

Décision après examen au cas par cas

en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 11 août 2020, 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021, 2 juin 2021 et 19 juillet 2021 ;

Vu la décision du 28 septembre 2021 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu les demandes d'examen au cas par cas enregistrées sous les n° 2021-ARA-KKPP-2461 et 2021-ARA-KKPP-2462, présentées le 26 novembre 2021 par la commune de Lullin (74), relatives à la mise à jour du zonage d'assainissement collectif des eaux usées et l'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 1^{er} décembre 2021 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Haute-Savoie du 1^{er} décembre 2021 ;

Considérant que le projet de mise à jour du zonage d'assainissement collectif des eaux usées et d'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune Lullin (74) est concomitant à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal du Haut-Chablais (PLUi) dont fait partie la commune ; que l'objectif affiché est de mettre lesdits zonages en cohérence avec le PLUi ;

Considérant qu'en matière d'assainissement non-collectif des eaux usées, la compétence est assurée par la communauté de commune du Haut Chablais ;

Considérant que l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées prévoit :

- le maintien de l'assainissement collectif existant concernant les parcelles raccordées de la commune ;
- un programme avec priorisation de raccordement au réseau d'assainissement collectif de divers secteurs en raison de contraintes techniques ;
- des règles à respecter concernant le traitement des eaux usées pour les nouvelles constructions en attente de l'assainissement collectif ;
- le classement en assainissement non collectif du reste du territoire ;

Considérant que le zonage d'assainissement ne présente pas d'incidences notables sur les milieux naturels ;

Considérant qu'en matière de gestion des eaux pluviales :

- le zonage s'appliquera à tout le territoire ;
- le projet de zonage a été élaboré à partir d'une étude dédiée pour établir les règles de gestion des eaux pluviales les plus adaptées aux zones urbanisées et à urbaniser de la commune ;
- les objectifs affichés sont de réduire les impacts quantitatifs et qualitatifs des projets d'urbanisation sur l'environnement et de préserver les infrastructures de gestion des eaux pluviales de la commune en :
 - recherchant en priorité l'infiltration à la parcelle ; que ce système de traitement des eaux pluviales est proscrit dans les zones présentant des risques sanitaires, environnementaux et/ou géologiques ;
 - en cas d'impossibilité, en autorisant le rejet des eaux pluviales en dehors de la parcelle qu'après avoir bénéficié d'un système de rétention en vue d'une régulation vers le milieu naturel, et qu'à défaut de pouvoir être traitées ainsi, elles seront rejetées dans le réseau d'assainissement des eaux pluviales ;
 - établissant des prescriptions différenciées selon qu'il s'agit de projet individuel ou d'opération d'ensemble de manière à faciliter leur mise en œuvre par les particuliers ;

Considérant que le projet des deux zonages a été réalisé sur la base d'une étude dédiée, ayant notamment pour objectif de contribuer à l'atteinte du bon état du milieu naturel tout en respectant la réglementation en vigueur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) Rhône-Méditerranée 2016-2021 relatives à la gestion des eaux usées et eaux pluviales ;

Rappelant que, dans les zones d'assainissement collectif, les communes sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques ainsi que l'épuration des eaux collectées ; que les dispositifs mis en place pour le traitement des eaux ainsi collectées doivent être à même de respecter les prescriptions des articles R. 2224-11 à R. 2224-16 du code général des collectivités territoriales ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de mise à jour du zonage d'assainissement collectif des eaux usées et d'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune de Lullin (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de mise à jour du zonage d'assainissement collectif des eaux usées et d'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune de Lullin (74), objet des demandes n°2021-ARA-KKPP-2461 et 2021-ARA-KKPP-2462, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de mise à jour du zonage d'assainissement collectif des eaux usées et d'élaboration du zonage des eaux pluviales est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, la présente décision devra être jointe au dossier soumis à enquête publique ou mis à disposition du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,
sa présidente

Véronique Wormser

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct, toutefois, en application des dispositions combinées de l'article R. 122-17 IV du code de l'environnement et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable obligatoire (équivalent d'un recours gracieux obligatoire). Il doit être formulé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision soumettant à évaluation environnementale. Un tel recours suspend le délai de recours contentieux. La mission régionale d'autorité environnementale, saisie de ce recours administratif préalable obligatoire, statuera sur le fondement de la situation de fait et de droit prévalant à la date de sa décision. Le cas échéant, si la mission régionale d'autorité environnementale rejette le recours administratif préalable obligatoire, un recours contentieux peut être adressé dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Où adresser votre recours gracieux ?

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes à l'adresse électronique suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr et/ou l'adresse postale suivante :

- *pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :*
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
69 453 Lyon Cedex 06
- *pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :*
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
7 rue Léo Lagrange
63 033 Clermont-Ferrand cedex 1

Où adresser votre recours contentieux ?

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct (que celui-ci soit précédé ou non d'un recours gracieux facultatif). Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

Où adresser votre recours contentieux ?

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).